



PROCES VERBAL

Conseil Municipal

Séance du 24 septembre 2018

Convoqués :

CORBEL Michel – CORLAY Gérald – DEROUIN Robert – GAUVAIN Michaël – GUEGAN Yannick – ILLIEN Anne-Yvette – JEZEQUEL Fabien – KERRIEN Yvonnick – LAROSE Arnaud – LE BONHOMME Marie-Catherine – LE GARFF-TRUHAUD Francette – LE GRAND Marina – MARTIN Marie-Christine – MILON Martine – MORIN Didier – QUERRE Yann – QUINTIN Jérémie – ROPERS Isabelle – TROADEC Helen

Absents : GAUVAIN Michaël (pouvoir donné à LE GARFF-TRUHAUD Francette)

ILLIEN Anne-Yvette (pouvoir donné à LE BONHOMME Marie-Catherine)

KERRIEN Yvonnick (pouvoir donné à GUEGAN Yannick)

MILON Martine (pouvoir donné à MORIN Didier)

QUINTIN Jérémie (pouvoir donné à CORLAY Gérald)

Absents non excusés : LAROSE Arnaud

ROPERS Isabelle

Secrétaire : CORLAY Gérald

1/ Subventions d'activité aux écoles

Monsieur le Maire explique que les écoles de la commune ont organisé des classes de découvertes durant l'année scolaire 2017-2018. Une demande de subvention a été formulée par l'OGEC suite à la classe de découverte de 2 jours (juin 2018) au Puy Du Fou pour 20 élèves de l'école Notre Dame de l'Isle, pour un cout total de 2740 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'octroyer une subvention de 1 000 € à l'OGEC et de verser également une subvention de 1 000 € à l'école publique pour l'organisation d'une classe de découverte si une demande est formulée en ce sens. Il est précisé que la demande devra être faite par année scolaire et formulée auprès de la mairie avant le séjour.

2/ Recensement de la population : nomination d'un coordonnateur communal

Monsieur le maire fait savoir que le recensement de la population se déroulera du 17 janvier au 16 février 2019 et qu'il y a eu lieu de nommer un coordonnateur communal qui aura en charge l'organisation et l'encadrement de l'enquête de recensement. Il propose de confier l'opération à Madame Sandrine GUILLOUET, directrice des services. 4 agents recenseurs seront par la suite à recruter. La priorité sera donnée aux candidats Goudelinais inscrits auprès de Pôle Emploi.

Une réunion d'information en vue de la préparation est programmée le 24 octobre prochain de 9 h à 17 h à Yffiniac.

Le conseil municipal, à l'unanimité, désigne Mme Guillouët, coordonnatrice communale qui aura en charge l'organisation et l'encadrement de l'enquête de recensement et autorise M. Le Maire à signer les pièces relatives à ce dossier.

3/ Vente de terrain communal

Lors du Conseil Municipal du 13 mars 2018, M. le Maire relayait la demande conjointe de M. et Mme HERVÉ, domiciliés au 5 rue de Montjoie, et Mme THAURONT et M SALIS, domiciliés au 8 rue de Kerallec, demande qui porte sur l'acquisition d'un terrain constructible communal, en arrière de leurs propriétés respectives, situé actuellement sur la parcelle B872. Ils souhaitent acquérir une partie de la parcelle afin d'effectuer des manœuvres sécurisées pour leurs véhicules.

Par délibération du 23 avril 2018, un accord du conseil municipal a été donné. La mairie a demandé des devis à deux géomètres :

- AT Ouest : 1740 €
- Géomat : 1812 €

Les acheteurs ont été invités à choisir le géomètre à retenir, sachant que le coût de la prestation sera à inclure dans le prix de

vente du terrain et sera à la charge des demandeurs. Ils ont informé M. Le Maire que les devis des géomètres experts sont trop élevés et qu'ils souhaitent donc faire intervenir un géomètre à la retraite qui leur propose un devis de 400 €. Il s'agirait alors d'une division parcellaire simple, sans rédaction d'un procès-verbal de bornage.

Après en avoir délibéré, les élus réaffirment leur volonté qu'un géomètre-expert soit mandaté pour finaliser ce dossier et pour s'assurer que l'ensemble des démarches (inscription au cadastre entre autres) soit correctement effectuées. M. GUEGAN insiste sur la nécessité pour les collectivités territoriales de sécuriser leurs procédures, notamment dans ce domaine.

Le conseil municipal, par 16 voix contre et 1 abstention refuse la proposition des demandeurs telle qu'exposée ci-dessus.

4/ Vente de l'ancienne poste – Modalités et prix

M. Le maire rappelle les estimations de la valeur vénale de l'immeuble sis 5 et 7 rue d'Armor (ancienne Poste) reçues en mairie :

- Agence Etude Immobilière du Goëlo (M. Daniel)

Estimation du bien : entre 65 000 et 75 000 €

- Agence Nouvelle Demeure (M. Noël Lefebvre)

Estimation du bien : entre 75 000 et 85 000 €

- Me Gannat Loic, Notaire à Lanvollon

Estimation du bien : 70 000 € (+/- 10 %)

Il précise que les diagnostics techniques immobiliers avant-vente (constat amiante, installation gaz, installation électrique..) ainsi que le contrôle de l'assainissement seront à réaliser.

Le Conseil Municipal, valide la cession de cet immeuble communal, fixe le prix de vente à 80 000€ nets vendeur et retient les conditions générales de vente suivantes :

- La vente est ouverte à tous
- Les potentiels acquéreurs pourront visiter le bien en prenant au préalable rendez-vous à l'accueil de la Mairie (visite non obligatoire),
- La commercialisation de l'immeuble est déléguée à :

Agence Etude Immobilière du Goëlo - Lanvollon

Agence Nouvelle Demeure (M. Noël Lefebvre)

Me Gannat, Notaire à Lanvollon

- L'acquéreur définitif sera celui qui aura présenté le premier un dossier complet, constitué obligatoirement de :
Justificatif d'état civil, accord de principe de la banque et/ou justification d'apport personnel avec plan de financement, dépôt de garantie de 5%.

- Acte de vente dressé auprès de l'étude de Me Gannat, Notaire à Lanvollon
- Frais de notaire réglés par l'acquéreur

Le conseil municipal, par 14 voix pour et 3 abstentions, autorise Monsieur le Maire ou son représentant à faire toutes les démarches nécessaires pour aboutir à la vente de cet immeuble conformément aux conditions ci-dessus énumérées.

5/ Cabinet médical

Karine Philippot, infirmière installée à Goudelin sollicite la location d'un local du cabinet médical, propriété de la commune.

Les élus, à l'unanimité, décide :

- de fixer le loyer mensuel à 250€, révisé annuellement et stipulé dans le bail professionnel qui sera signé,
- d'accorder 6 mois de gratuité du loyer
- de demander une caution de 1 mois.

Il est précisé que les frais d'acte seront pris en charge par la commune.

Monsieur le Maire ou son représentant est autorisé à faire toutes les démarches nécessaires dans le cadre de la location de ce local communal.

6/ Redevances pour occupation du domaine public

Le Code des Postes et Communications Électroniques prévoit que l'occupation du domaine public par les réseaux et installations de télécommunication rend exigible le versement par les opérateurs d'une redevance au profit des communes.

Il fixe le montant plafond de cette redevance en fonction du patrimoine implanté et de la durée d'occupation du domaine (décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005).

Les installations radioélectriques (pylône, antenne de téléphonie mobile, armoire technique...) sont exclues du champ d'application de ce texte, le montant de la redevance pour ces équipements n'est pas plafonné.

Tant pour le domaine public routier que pour le domaine public non routier, le Conseil Municipal doit fixer le montant des redevances dues pour l'année. Les modalités de calcul des revalorisations sont fixées par le décret susvisé. Le montant des redevances est revalorisé chaque année au 1er janvier.

Les redevances pour occupation du domaine public ci-après (sur la base des éléments fournis par l'association des Maires de France) sont retenues à l'unanimité :

- pour les infrastructures souterraines, par Km et par artère (fourreau contenant ou non des câbles ou câbles en pleine terre) : 38.05 €
- pour les infrastructures aériennes, par Km et par artère (ensemble de câbles tirés entre deux supports) : 50.74 €
- pour les autres installations, par m² au sol : 25.37 €

Ce montant sera revalorisé annuellement et calculé sur la base du patrimoine implanté sur le domaine public.

7/ Convention de mandat : raccordement de la station d'épuration

Fabien JEZEQUEL rappelle que par délibération du conseil municipal en date du 30 janvier 2017, les élus ont confié au SDE22 la fourniture et la pose du génie civil du réseau de communication électronique à Goudelin – extension téléphonique de la Station d'Épuration – pour un montant estimatif de 3 700 € TTC.

Afin de refacturer les travaux qui ont été réalisés à Leff Armor Communauté, il est nécessaire d'intégrer également le coût des raccordements Enedis et Orange soit un montant total de travaux de 6 123.15 € TTC.

M. le Maire est autorisé à l'unanimité à signer la convention financière permettant de refacturer la charge à Leff Armor Communauté sur cette base.

8/ SMITOM : Mise en place de conteneurs enterrés

Mme LE GARFF TRUHAUD explique que le Smitom (Syndicat Mixte Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères) prépare le lancement d'un marché pour la mise en place de conteneurs enterrés. Ces conteneurs apportent des solutions notamment pour améliorer l'intégration paysagère et pour dissuader des dépôts sauvages. Généralement ils sont associés par 3, soit un par flux (1 ordures ménagères, 1 collecte sélective, 1 verre).

Le Smitom lancera l'appel d'offre pour le génie civil et coordonnera les travaux, sauf en cas de demande d'une mairie pour effectuer les travaux par elle-même. Le Smitom est susceptible de financer 2 000 € par conteneur enterré. En revanche, la mairie, propriétaire du terrain, finance la totalité du génie civil, soit environ 4 000 €, dégressif avec le nombre de conteneurs. Il est demandé d'étudier la proposition présentée.

Le conseil municipal, par 13 voix contre, 3 abstentions et 1 voix pour, ne souhaite pas prendre part au marché pour la mise en place de conteneurs enterrés proposé par le SMITOM de Launay Lantic.

9/ Contrat collectif de prévoyance « maintien de salaire » : avenant.

Un contrat collectif de prévoyance « maintien de salaire » est souscrit auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT,) pour les agents communaux. Cette prévoyance a pour but de garantir un niveau de rémunération en cas d'arrêt de travail pour les agents communaux adhérents, moyennant le paiement d'une cotisation salariale prélevée directement sur leur salaire. À compter du 1er janvier 2019, la MNT prévoit un taux de cotisations de 2.21 % (contre 1.99 % en 2018) pour maintenir les garanties prévues au contrat.

L'avenant de la MNT concernant la hausse du taux de cotisations à compter du 1er janvier 2019 soit un taux de 2.21 % est approuvé à l'unanimité.

10/ Alarme médiathèque/ garderie : devis.

Monsieur le Maire explique que l'alarme intrusion à la médiathèque/garderie est actuellement hors service et nécessite d'être remplacée (installation datant de 2007)

Les devis reçus suite aux visites sur site de 3 conseillers en télésécurité sont présentés à l'Assemblée.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, retient l'offre de la société « Télésécurité Loire Bretagne – Activeille » (formule achat) : matériel posé pour un montant de 1902,66 € HT et télésurveillance avec interventions à 38€ HT/MOIS.

11/ Mise en place d'un emploi de vacataire (temps périscolaire)

Mme LE GARFF TRUHAUT expose qu'il convient d'avoir recours ponctuellement à une personne afin de renforcer l'équipe périscolaire, notamment pour surveiller la cour sur le temps méridien. Il s'agit d'une nécessité pour la commune qui doit respecter la réglementation en matière de taux d'encadrement des élèves.

S'agissant d'un travail spécifique et ponctuel qui doit être rémunéré après service fait, il est proposé de faire face au besoin par l'emploi d'un vacataire. La personne recrutée ne travaillera qu'en cas de besoin et sur demande expresse de monsieur le Maire ou de son représentant.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise la mise en place d'un emploi de vacataire afin d'assurer la continuité du service périscolaire. La rémunération de la vacation est fixée au SMIC horaire.

12/ Informations communautaires

Mme Francette LE GARFF TRUHAUD informe que la Communauté de communes Leff Armor commémore le centenaire de la fin de la Grande Guerre. Autour d'une exposition temporaire au Petit Echo de la Mode consacrée aux "habitants de Leff Armor pendant la Grande Guerre" un large programme sera proposé gratuitement à la population du territoire. Par ailleurs, chaque commune disposera d'un panneau commémoratif retraçant le parcours de ses soldats morts pour la France. Enfin une séance collégiale de commémoration, en présence de nombreuses personnalités, est prévue le 11 novembre à Châtelaudren. De nombreuses dédicaces, projections de film, conférences, pièces de théâtre et cérémonies seront proposées au public. Il est précisé que le traditionnel repas du 11 novembre se déroulera le 10 novembre 2018.

M. Fabien JEZEQUEL indique que la date de l'inauguration de la STEP de Goudelin est fixée au samedi 27 octobre sur place. Il est pour l'instant prévu que l'inauguration officielle aura lieu à 11h30 et sera suivie d'une porte ouverte au public de 14h00 à 16h00. LEFF ARMOR COMMUNAUTE prend en charge le pot d'accueil et l'organise. La commune de Goudelin, quant à elle, prend en charge la location du barnum.

13/ Informations diverses

M. Fabien JEZEQUEL fait un point sur les travaux en cours. Le grenailage et les plantations des espaces verts sont programmés rue de Kerallec.

Mme Francette LE GARFF TRUHAUD informe que le 101e Congrès des maires et des présidents d'intercommunalité de France se déroulera du mardi 20 au jeudi 22 novembre 2018 à Paris Porte de Versailles.

Mme Francette LE GARFF TRUHAUD informe du programme des manifestations prévues par Leff Armor Communauté dans le cadre de la commémoration du centenaire de la fin de la guerre 14/18. Mme LE BONHOMME fait part du travail de collecte dans les familles goudelinaises effectué par les membres du groupe Histoire et Patrimoine, depuis plusieurs mois, afin de recueillir les souvenirs des descendants des soldats.

M. Yann QUERRE précise que les travaux de maçonnerie réalisés sur les ponts sont terminés.

Les travaux sur le pont de Saint Laurent seront exclusivement à la charge de la commune de Pommerit Le Vicomte.

L'année prochaine, les travaux sur le pont de Blanchardeau seront à programmer (pris financièrement en charge pour moitié par la commune de Lanvollon).

M. le Maire fait un point sur le Personnel. Il rappelle que vendredi 21 septembre, Michel le Gall et Jeanne Taton étaient mis à l'honneur pour leur départ à la retraite. Marie-Claire Drillet, en charge de l'accueil de la mairie et de l'agence postale, fait également valoir ses droits à la retraite au 1er décembre prochain. Une opération de recrutement vient d'être lancée en vue de son remplacement.

Un agent du service enfance a fait parvenir à la mairie une demande de mise à la retraite pour invalidité. Le comité médical ainsi que la commission de réforme ont été saisis.

Le Conseil Municipal prend note de ces informations.

Monsieur le Maire indique que le prochain conseil aura lieu le 29 octobre 2018 à 19h et clôt la séance.